

Par quelle autorité serait convoqué ce Concile ? Telle a été la première question à résoudre. Les canonistes russes, après une courte discussion, ont abouti à cette conclusion — qui ne surprendra personne — que ce droit revient uniquement au Czar, après qu'il aura pris l'avis du patriarche grec de Constantinople.

La réunion de ce concile tient fort à cœur au métropolite de Moscou, car il espère le voir consacrer en sa faveur la reconstitution du patriarcat russe supprimé par Pierre-le-Grand et qui deviendrait le centre de l'église schismatique pour tout l'Orient. Le patriarche de Moscou serait, ainsi, le pape oriental, et supplanterait le patriarche de Constantinople.

La politique russe voit en cela un moyen puissant pour attirer dans l'orbite de la Russie les Slaves de l'Autriche-Hongrie et les populations des Balkans.

Si l'annonce d'un projet de concile général gréco-russe n'est pas de nature à accroître les espérances que l'on pouvait concevoir, depuis quelques années, d'une réunion des Eglises d'Orient et d'Occident, par contre, on a un meilleur symptôme dans l'initiative prise en Russie pour la réforme du calendrier grec.

La question du calendrier est, on ne l'ignore pas, un des grands obstacles politiques et populaires à l'union. Depuis quelque temps, néanmoins, des efforts sont faits, dans lesquels le P. Tondini a eu la principale part, pour amener la Russie à se conformer à l'usage occidental en adoptant le calendrier grégorien. On est beaucoup mieux disposé aujourd'hui en Russie à ne plus tenir compte de l'origine toute romaine de la réforme du calendrier de Jules César, et c'est là un grand progrès, qui permet d'espérer que d'autres objections du même genre tomberont par la suite.

Au sujet de l'unification projetée du calendrier, voici la note que nous trouvons dans la *Revue de l'Orient Chrétien*:

“ La commission de la réforme du calendrier, organisée par la société astronomique russe, ayant adressé à tous les départements ministériels la prière de donner leur avis sur la question de la réforme, a déjà reçu des réponses favorables des ministères des voies de communication, de l'intérieur, des finances et des affaires étrangères.